

Mercredi 22 janvier 2020

Classe de 1^e DST d'histoire, durée 2H

Corrigé du DST en pages 2,3 et 4.

Première épreuve : Question problématisée 12 pts

La Révolution de 1848 mit en œuvre ce qui sera la devise de la République, Liberté, Egalité et Fraternité. Pourtant, elle tordit largement le cou à cette même devise. Expliquez cette contradiction en prenant appui sur une période allant du 25 février 1848 au 16 juillet 1850 (ces deux dates correspondent à des faits précis).

Deuxième épreuve : analyse de document 8 pts

Procédez à l'analyse de ce document en veillant à respecter les trois consignes de ce type d'exercice : contexte historique, analyse des images et interprétation.



Première épreuve : Question problématisée**Corrigé**

La Révolution de 1848 mit en œuvre ce qui sera la devise de la République, Liberté, Egalité et Fraternité. Pourtant, elle tordit largement le cou à cette même devise. Expliquez cette contradiction en prenant appui sur une période allant du 25 février 1848 au 16 juillet 1850 (ces deux dates correspondent à des faits précis).

La révolution de février 1848 fut aussi inattendue qu'innovante. Cette deuxième tentative de République partait sur des principes élevés et généreux, portée par un poète, Lamartine, un astronome réputé, François Arago, et des intellectuels sociaux tel Alexandre Ledru-Rollin ou libéraux, tel Alexis de Tocqueville qui réaffirment fortement des notions nées de la Révolution de 1789 :

- Liberté : C'est d'abord la liberté de parole avec le foisonnement des journaux de toutes tendances, la parole se libérant après les années Guizot du conservatisme Louis-Philippin. Des arbres de la Liberté sont plantés partout en France, en mémoire des années 1789-1790. C'est surtout la liberté pour les esclaves des colonies après les premières abolitions de 1794 et 1815 (Cent-Jours). L'esclavage est donc définitivement aboli, après le progrès qu'avait représenté la fin du commerce triangulaire par le traité de Vienne en 1815. Le 27 avril 1848, le député Victor Schoelcher fait voter cette abolition. C'est enfin la liberté politique de se constituer en partis avec un éventail allant de la Droite Légitimiste à la nouvelle gauche socialiste, rassemblée dans une « Montagne » rappelant désagréablement aux plus conservateurs les temps de la Terreur révolutionnaire. Une montagne cette fois dédiée aux ouvriers des faubourgs, qui sont déjà à Paris 300 000 dont 184 000, soit 60%, le plus souvent sans emplois.
- Egalité : Cette égalité des citoyens, elle se joue d'abord dans le suffrage universel : dès la proclamation de la république, le 25 février, et devant la pression d'une population essentiellement ouvrière, Lamartine et Ledru Rollin accordent ce droit pour tous les hommes de plus de 21 ans, permettant ainsi de passer de 168 000 électeurs à plus de 10 000 000 ! Certes, ce suffrage universel ne concerne encore que les hommes, mais il s'agit là d'une vraie avancée démocratique. Notons que les femmes essaient de s'insinuer dans la vie politique dans les premiers mois de la nouvelle République. Des clubs féminins s'ouvrent dans les grandes villes, portant des revendications de citoyenneté. George Sand quitte son Berry pour tenter une aventure éditoriale (la Cause du Peuple), mais l'aventure s'arrête, faute de lecteurs, au bout de trois numéros.
- Fraternité : l'abolition de l'esclavage s'est également faite au nom de la fraternité de la Nation. Elle se teinte d'un vernis social sous l'impulsion des députés socialistes pour les classes les plus pauvres de la société. Un seul élu ouvrier pourtant (l'ouvrier Albert), mais un volontarisme d'Etat qui crée des Ateliers nationaux dès le 26 février 1848, dont la gestion est confiée au membre de la Commission exécutive provisoire, Pierre Marie de Saint-Georges. En élargissant le suffrage universel à tous les Français, y compris la classe ouvrière, les hommes

de 1848 consacraient la fraternité par un appel aux urnes remplaçant l'appel à la violence insurrectionnel des faubourgs parisiens (le vote ou le fusil)

C'est donc dans la logique des choses que la devise désormais de la République s'affiche sur le fronton des mairies partout en France (Liberté, Egalité, fraternité).

Cependant les volontés les plus généreuses finissent par se heurter au principe de réalités.

Parmi ses (fort nombreuses) sentences politiques, Napoléon III a dit un jour « Surtout n'ayez pas peur du peuple, il est plus conservateur que vous. ».

Les élections législatives d'avril 1848 allaient le démontrer. N'oublions pas que la grande majorité des nouveaux électeurs sont encore des paysans, d'essence prudents et mesurés, voire conservateurs, bien plus que le peuple des villes. La majorité absolue des suffrages se portent sur des Républicains modérés (Lamartine, Arago, avec le général Cavaignac comme chef du groupe à la chambre), dont une bonne partie serait susceptibles de s'allier aux Conservateurs, royalistes modérés orléanistes (Thiers) en cas de conflit social prolongé.

En effet, l'échec des Ateliers nationaux, mal organisés, est évident. Les ouvriers se retrouvent désœuvrés et se réunissent parfois à des fins de subversion politique. Le 21 juin, un décret pris par la Commission exécutive, sans consultation de l'Assemblée, prépare la dissolution des Ateliers nationaux. En réaction, 400 barricades sont dressées dans Paris le 23 juin. L'Assemblée charge le ministre de la Guerre, Eugène Cavaignac, de mener une violente répression : des centaines d'insurgés sont tués sur les barricades, des milliers exécutés sommairement à la suite des combats ou emprisonnés. Les principaux dirigeants ouvriers sont arrêtés ou contraints à l'exil. Les liens entre la République et les mouvements ouvriers et socialistes sont rompus. Coup de canif porté à cette République sociale et fraternelle.

Dès lors, on assiste peu à peu au reniement démocratique de cette assemblée de plus en plus conservatrice :

L'élection, le 10 décembre 1848 du prince Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République scelle la victoire du parti de l'ordre (royalistes) sur les républicains modérés dont le champion, Cavaignac, est écrasé (74% des suffrages pour Bonaparte et moins de 20% pour Cavaignac). Une nouvelle assemblée est élue en mai 1849, consacrant la victoire du parti de l'ordre qui impose dès lors un retour en arrière :

- En juin 1849, Ledru Rollin est emprisonné avec vingt autres montagnards
- Le 15 mars 1850, la loi Falloux assure le retour en force de l'Eglise catholique dans l'Education des enfants
- Plus symbolique encore, la loi des Burgraves, du 31 mai 1850, détricote le suffrage universel en écartant du droit de vote les 3 millions d'électeurs les plus pauvres.
- Enfin le 16 juillet 1850 est voté une loi réduisant fortement la liberté de la presse.

La boucle est désormais bouclée, et cette République a renié en deux années l'extraordinaire effervescence démocratique qu'elle avait suscité les premiers mois de son existence. Le fruit était mûr pour le Prince Président, il allait le cueillir dès le 2 décembre 1851.

Deuxième épreuve : analyse de document**8 pts**

Procédez à l'analyse de ce document en veillant à respecter les trois consignes de ce type d'exercice : contexte historique, analyse des images et interprétation.

Contexte historique : Ce dessin caricatural a été publié dans le journal satirique : le Charivari pendant la campagne présidentielle de novembre 1848. Il présente les principaux candidats à la présidence de la République pour la toute première campagne électorale présidentielle de l'histoire de France. Les deux poids lourds sont le représentant du parti de l'ordre, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, et le général Louis Eugène Cavaignac, candidat des Républicains modérés. Les autres candidats sont Lamartine, ne représentant en définitive que lui-même, Ledru Rollin et Raspail, ces derniers étant les candidats de la gauche sociale.

Analyse de l'image : A gauche, Lamartine, le regard détourné des autres, joue de sa lyre poétique, semblant déconnecté des enjeux politiques. Au centre, Louis-Napoléon, neveu de l'empereur Napoléon Ier, est dessiné habillé comme son oncle en colonel de la garde impériale avec le manteau gris de l'empereur et son bicorne, la main dans son gilet. Il ne semble ainsi qu'être la copie du grand empereur, afin de générer le plus de voix possibles de la part des nostalgiques de l'épopée impériale. Il toise le général Cavaignac, représenté un peu en retrait. Enfin à droite de l'image, les deux représentants de la « Montagne » perdant leur énergie à se battre et donc à amoindrir leur chance, deux candidatures d'une même mouvance ne servant évidemment pas leur cause.

Interprétation : Le prince Louis-Napoléon a réussi le tour de force de passer du statut de proscrit évadé du fort de Ham à celui de candidat du parti conservateur, monarchiste modéré (200 députés environ). Devant son flegme et son élocution hésitante, le chef des conservateurs, Thiers pense que Bonaparte sera un « crétin que l'on mènera ». Il en a besoin car les paysans sont sensibles au mythe napoléonien et ont besoin d'un homme d'ordre, qui n'ait pas, comme Cavaignac, du sang sur les mains (émeutes de juin 1848). C'est en effet ce « crime » originel qui empêche le représentant des Républicains modérés de pouvoir mieux figurer à cette élection. Il n'est que le candidat de la bourgeoisie libérale, qui ne représente pas une force suffisamment représentative en France. Habilement, Louis-Napoléon devient le candidat « attrape-tout », rappelant à la gauche ouvriériste qu'il est l'auteur de « l'extinction du paupérisme », et qu'il se définit comme « socialiste », mais promettant aussi à la droite catholique la liberté de l'enseignement et son soutien au pape, à qui la jeune République romaine a retiré sa souveraineté temporelle.

La grande masse paysanne vote largement pour le neveu de l'Empereur qui l'emporte avec 74 % des voix lors de l'élection du 10 décembre 1848. Cavaignac est très loin avec moins de 20% des voix, les autres candidats se voyant réduits à la portion congrue.